

disparités économiques régionales ou le chômage élevé, ni à s'attaquer à d'autres problèmes auxquels le public aimerait qu'elles s'intéressent. En vue d'atteindre leur but, elles dépensent des milliards de dollars pour encourager une économie dont la rentabilité est presque complètement axée sur la consommation des particuliers et, bien entendu, elles dépensent des milliards pour propager l'idée que le consommateur infini sera probablement un homme infiniment heureux, ce qui est psychologiquement préjudiciable pour la société.

Fait des plus pertinents dans le débat de cet après-midi, l'entreprise privée se sert de ses relations et de son influence pour décourager toute dépense publique, tout accroissement du pouvoir gouvernemental. La raison est évidente: avec une plus grande influence ou direction gouvernementale sur les capitaux, elles perdraient nécessairement leur rôle prépondérant dans l'économie. Il vaut de mentionner quelques domaines d'où elles veulent exclure toute autorité publique. Elles ne veulent pas de directives en matière de prix, de placements, d'achats et, bien entendu, de hausses d'impôts. Par ailleurs, ces organisations convoitent des immunités fiscales, des politiques de déduction plus avantageuses et, naturellement, des contrats lucratifs de recherche et de développement, surtout si elles appartiennent à l'industrie de défense, parce qu'elles n'ont pas à rembourser.

Quels sont certains des effets d'une économie de ce genre? Tout d'abord, les biens sociaux par opposition aux biens de consommation ne sont presque plus l'objet d'investissements. Cela signifie moins d'écoles, d'hôpitaux, de projets de rénovation urbaine et de régimes de sécurité sociale. Un autre point qui se rattache davantage au débat de cet après-midi est la grave répercussion des politiques contre-cycliques du gouvernement. Nous réduisons actuellement les dépenses dans chaque ministère au lieu de les augmenter, comme il se doit, étant donné le chômage élevé. Nous agissons ainsi dans le secteur public seulement, à cause de la grande influence des sociétés.

• (4.20 p.m.)

Il y aurait lieu de demander pourquoi accorder un traitement de faveur aux sociétés d'intérêt privé. Le temps venu—il ne l'est pas encore—de réduire les investissements, d'un point de vue social équitable, il incombera alors au gouvernement de prendre des décisions importantes au sujet des priorités. Le gouvernement devrait avoir voix au chapitre lorsqu'il s'agit de décider s'il nous faut à un

[M. Broadbent.]

moment donné davantage de stations-service, davantage d'immeubles à bureau, des placements de capitaux qui permettront la production d'un nouveau téléviseur couleur, et ainsi de suite. S'il nous faut réduire les dépenses, le gouvernement devrait du moins avoir le droit, et devrait en fait assumer la responsabilité morale, de réduire les dépenses dans ce que l'on peut considérer à un moment particulier comme des ajouts ou une expansion inutiles dans le secteur privé. Il en découle que le gouvernement devrait avoir le droit et la responsabilité morale de déclarer que nous ne réduirons pas les dépenses dans certains domaines importants du secteur public. A vrai dire, même en période d'inflation, il peut être désirable d'élargir considérablement certains programmes publics, en raison du besoin urgent qu'en a le pays.

C'est la raison pour laquelle le Nouveau parti démocratique recommande le genre d'infléchissement dans l'orientation du gouvernement que ni le parti conservateur ni le parti libéral sous leur forme actuelle ne pourraient appuyer. Nous voulons que l'on mette réellement en application le rapport Carter. Contrairement à ce qu'on laisse souvent entendre, nous ne pensons pas qu'il soit possible de fournir toutes sortes de programmes et d'obtenir l'argent nécessaire par l'opération du Saint-Esprit. A notre avis, nous pourrions amorcer une sérieuse réorientation de l'investissement des fonds. Nous pourrions canaliser des sommes considérables du secteur privé vers le secteur public. Ce ne serait pas là obtenir de l'argent par miracle. Cela signifie aussi que lorsqu'une hausse de l'impôt devient nécessaire, nous devrions prendre au sérieux les propositions qu'ont faites des personnes aussi compétentes et aussi bien informées que les rédacteurs du rapport Carter.

Cela signifie aussi que si nous voulons nous éloigner de l'économie du type usine filiale pour encourager nos propres travaux de recherche et de développement, ainsi que l'emploi au Canada de nos étudiants diplômés, il nous faudrait prendre très au sérieux les recommandations du rapport Watkins. Là encore, il semble qu'aucun des deux autres partis ne soit très intéressé à la chose. Cela signifie aussi que nous devrions mettre sur pied un office d'examen des prix, qui s'occuperait de façon utile de la structure du pouvoir des sociétés, et qui empêcherait les sociétés qui échappent aux lois de l'offre et de la demande, d'imposer de fait, les Canadiens, d'année en année, en augmentant les prix à volonté.

Finalement, le Nouveau parti démocratique est fermement convaincu de la nécessité de